

# Le printemps des retraité.e.s

## Retraité-es en colère

MANIFESTATION À BESANÇON

JEUDI 11 AVRIL 2019 14H30 PARC MICAUD



### Un gouvernement sourd dingue !

Dès son arrivée à la présidence de la République M. Macron a attaqué les retraité.e.s : gel des pensions pour 2018 et 2019, augmentation de 25 % de la CSG, soit une perte de pouvoir d'achat de 5 % en deux ans ! Il a provoqué la colère, que plus de 200 000 personnes ont exprimée en manifestant le 15 mars 2018 à l'appel de nos neuf organisations.

Puis l'inflexibilité du gouvernement sourd dingue a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes dont de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement à tenter de calmer la colère en acceptant d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité.e.s, de recevoir enfin une délégation de nos neuf organisations,.

Le mécontentement persistant pousse le gouvernement à faire des déclarations sur la revalorisation des pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions.

### Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Le gouvernement ne remet pas en cause sa politique très inégalitaire :

L'augmentation de la CSG reste vraie pour les pensions de +2000€. Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon.

Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.

Le bradage de biens publics à des « investisseurs privés », après les autoroutes, voilà les aéroports.

De plus en plus souvent, le gouvernement présente les pensions comme des allocations sociales. C'est une atteinte grave au droit à la retraite : les pensions sont fondées sur la solidarité intergénérationnelle à partir de cotisations payées par les salarié.e.s pendant leur vie professionnelle. Le projet de réforme des retraites qui vise à mettre en place un système « par points » livrerait les pensions aux fonds de pensions: les retraites deviendraient fluctuantes au gré des décisions des gouvernements.

Les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières à la Sécurité Sociale, qui poussent à des reculs de la couverture maladie, la politique familiale, les pensions, etc.

Nos neuf organisations sont reçues mais nos demandes ignorées : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires qui vident les caisses publiques, ce qui sert de prétexte à l'austérité pour les autres personnes, notamment retraitées.



## Des revendications qui peuvent et doivent être satisfaites

### De l'argent, il y en a !

Nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des dividendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), le rétablissement de l'exit tax (6 milliards), la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

### Nous revendiquons :

- la suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales,

- la revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014,
- un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
- le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;
- la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

## Concrètement, les retraité-e-s exigent :

### Pour la défense du pouvoir d'achat :

Salaires, pensions ne permettent pas de payer les factures du quotidien, ni les hausses de loyer, d'assurance, de mutuelle, etc. ==> *Pas de revenu inférieur à 1800 €.*

### Pour la défense des services publics :

Des lignes régionales (TER), de bus sont menacées. Des bureaux de postes d'administrations, hôpitaux de proximité sont fermés. Les usagers sont contraints à la mobilité : la voiture !

Poste, EDF, SNCF, autoroutes sont privatisées, confisquées !

Oui, il faut que l'État, par l'impôt, préserve le bien commun public, les services publics.

### Pour la défense de la sécurité sociale – contre la privatisation :

Permettre l'accès de tous aux soins (30 % des gens renoncent aux soins pour raisons financières), par un financement de la sécu basé sur les cotisations sociales. Stop aux exonérations, stop au reste à charge !

### Pour une fiscalité juste et redistributive :

Impôt sur le revenu progressif ; non à la TVA, CSG, TICPE (taxe carburant). Rétablissement de l'ISF, augmentation de l'impôt sur le capital, stop à l'évasion fiscale.

**Ceux qui ont le plus doivent être solidaires = faire payer les riches !**

## Rendons visibles notre colère et nos exigences !

**MANIFESTATION  
À BESANÇON  
JEUDI 11 AVRIL  
14H30  
PARC MICAUD**

